

Rapport annuel

—

2021



**POUVOIR JUDICIAIRE
GERICHTSBEHÖRDEN**

ETAT DE FRIBOURG
STAAT FREIBURG

Tribunal d'arrondissement de la Sarine

Introduction

Au Conseil de la magistrature

Monsieur le Président du Conseil de la magistrature,
Mesdames et Messieurs les Membres du Conseil de la magistrature,

Nous avons l'honneur de vous adresser ci-après le rapport sur l'administration du Tribunal d'arrondissement de la Sarine pour l'année 2021 et confirmons que les données statistiques présentées dans ce rapport sont correctes.

Fribourg, le 24 janvier 2022

Signature : Ariane Guye, Présidente du Tribunal plénier

Rapport sur l'activité du Tribunal d'arrondissement de la Sarine pour l'année 2021

1.1 Partie générale

1.1.1 Composition et locaux

1.1.1.1 Organisation et composition

Organisation et composition au 31.12.2021

François-Xavier Audergon, Benoît Chassot, Adeline Corpataux, Alain Gautschi, Ariane Guye, Rebekka Jutzet, Stéphane Raemy, José Rodriguez, Alexandra Rossi Carré, Jean-Marc Sallin, Présidents

Frédérique Bütikofer Repond, Claudia Dey Gremaud, Pascal L'Homme, Jean-Benoît Meuwly, Peter Rentsch, Sandrine Schaller Walker, Suppléants des Présidents

Tribunal civil et pénal : Béatrice Ackermann, Mary-Lise Bapst, Raymond Baraké, Hélène Cudré-Mauroux, Caroline de Buman, Anne de Steiger, Colette Défago, Caroline Dénervaud, Jean-Pierre Droz, Pierre Duffour, Yolande Flury, Christine Frehner, Claudia Häller, Dominique Haller Sobritz, Agnes Hayoz, Catherine Hayoz, Anne Hemmer, Sandra Herren Schwab, Renato Iliescu, Anne Jochem, Hans Jungo, Bernard Lauper, Damiano Lepori, Barbara Moigno, Guy Python, Paul Quartenoud, Samuel Rar, Sébastien Roch, Anne-Colette Schmutz-Schaller, Gilles Schorderet, Louis Charles Singy, Cécile Thiémard, Sophie Tritten, José Uldry, Assesseurs

Tribunal des prud'hommes : Christelle Almeida Borges, Ariane Guye, José Rodriguez, Présidents ; Rebekka Jutzet, Peter Rentsch, Suppléants des Présidents ; Nicole Madeleine Aeby, David Brugger, Karin Rudaz, Assesseurs ; Pierre-André Charrière, Marc Fischer, Patrick Gendre, Jean-Jacques Marti, Assesseurs suppléants

Tribunal des baux : Ariane Guye, Présidente ; Rebekka Jutzet, Alexandra Rossi Carré, Suppléants de la Présidente ; Matthieu Loup, Isabelle Sob, Claude Terrapon, Pierre Wicht, Assesseurs ; Christian Aebischer, Roxane Casazza, Catherine Hayoz, Marie-Jeanne Piccand, Assesseurs suppléants

En 2021, le Tribunal plénier a été présidé, jusqu'au 30 avril 2021, par Jean-Marc Sallin et la vice-présidence a été assurée par Alexandra Rossi Carré. Puis dès le 1^{er} mai 2021, la présidence a été reprise par Alain Gautschi et la vice-présidence par Ariane Guye.

Dès le 23 août 2021, la greffière Julia Giallombardo a été nommée Présidente ad hoc à 40% pour les causes françaises du Tribunal civil et du Tribunal des prud'hommes en remplacement de Rebekka Jutzet, qui bénéficie d'un congé maternité jusqu'à février 2022. Le greffier Jonas Kühni a également été nommé Président ad hoc en remplacement de Rebekka Jutzet à hauteur de 10% pour les causes alémaniques du Tribunal des baux et des prud'hommes.

Il n'y a pas eu de changement au sein des Présidents du Tribunal pénal de la Sarine en 2021.

En 2022, la présidence du Tribunal plénier sera assurée par Ariane Guye et la vice-présidence par Benoît Chassot.

En 2021, les juges assesseurs Brigitte Steinauer et Sophie Tritten ont mis fin à leur fonction respectivement au 31 janvier et au 31 décembre 2021. Le Tribunal leur adresse ses vifs remerciements pour leur activité exercée au service de la justice. Le Grand Conseil a élu, lors de sa session de février 2021, Mmes Claudia Hälller et Anne Hemmer en remplacement de Mme Christiane King Perroulaz, qui avait démissionné en 2020, et de Mme Brigitte Steinauer. Le Tribunal leur souhaite la bienvenue et plein succès dans leur nouvelle fonction. L'élection de la personne amenée à remplacer Mme Sophie Tritten se fera lors de la session du mois de mars 2022.

1.1.1.2 Ressources en magistrats

Juges professionnels - équivalents plein temps EPT au 31.12.

Nom/Prénom	Fonction	2020	2021
Audergon François-Xavier	Président	1	1
Chassot Benoît	Président	1	1
Corpataux Adeline	Présidente	1	1
Gautschi Alain	Président	1	1
Guye Ariane	Présidente	1	1
Jutzet Rebekka	Présidente	0.5	0.5
Raemy Stéphane	Président	1	1
Rodriguez José	Président	1	1
Rossi Carré Alexandra	Présidente	1	1
Sallin Jean-Marc	Président	1	1
Almeida Borges Christelle	Présidente Tprud'hommes	-	0.1
Total		9.5	9.6

Texte

1.1.1.3 Ressources greffe et secrétariat

Équivalents plein temps EPT au 31.12.	2020	2021
Total EPT Greffiers (postes permanents)	14.35	12.65
Total EPT Stagiaires juristes	3	3
Total EPT Collaborateurs administratifs (postes permanents)	15.90	15.30
Total EPT Apprentis collaborateurs administratifs	3	3
Total	36.25	33.95

Les changements suivants sont intervenus au sein des greffières et greffiers.

Mme Francine Pittet, greffière à 50% de la Présidente Adeline Corpataux, a été élue Présidente ad hoc au Tribunal de l'arrondissement de la Gruyère, dès le 1^{er} avril 2021, pour une durée de six mois. Le remplacement de Mme Francine Pittet a été assuré par M. Florian Mauron.

Mme Julia Giallombardo, greffière volante à 50% ainsi que greffière à 50% de la Présidente Rebekka Jutzet, a été nommée Présidente ad hoc à 40%, depuis le 23 août 2021, en remplacement de cette dernière durant son congé maternité. Elle s'occupe des causes françaises traitées par la Présidente Rebekka Jutzet. Le remplacement de Mme Julia

Giallombardo pour son poste de greffière auprès du greffe de la Présidente Rebekka Jutzet a été organisé de la manière suivante : Mmes Maria Argul et Céline Brunod, greffières à respectivement 70% et 80% de la Présidente Ariane Guye, ont chacune augmenté leurs taux d'activité de 20%, jusqu'au retour de la Présidente Rebekka Jutzet, le 1^{er} mars 2022.

M. Jonas Kühni, greffier à 50% du Président Alain Gautschi a également été nommé Président ad hoc en remplacement de la Présidente Rebekka Jutzet, à 10%, afin de traiter les causes alémaniques de cette dernière. Son remplacement auprès du greffe du Président Alain Gautschi est assuré par Mme Corina Göldi.

Mme Sarah Luisier-Curchod, qui avait été engagée pour une année, en tant que greffière volante civile à 50%, a terminé son activité au sein de notre Tribunal le 31 août 2021.

M. Xavier Morard, greffier à 60% des Présidents Jean-Marc Sallin et Benoît Chassot, a augmenté son taux d'activité de 20% depuis le 1^{er} septembre 2021.

Mme Julia Giallombardo a démissionné avec effet au 30 novembre 2021. Son contrat a pris fin pour sa fonction de greffière volante civile, tandis que son remplacement en tant que Présidente ad hoc se terminera le 28 février 2022.

Les mutations suivantes sont intervenues au sein du personnel administratif.

Mme Sophie Magnin, secrétaire à 60% du Président Jean-Marc Sallin, et Mme Margot Philipona, secrétaire à 100% du Président José Rodriguez, ont mis fin à leur contrat respectivement pour le 31 juillet 2021 et le 31 octobre 2021. Elles ont été remplacées par Mme Justine Carnal durant le mois de mars 2021, puis par Mme Leslie Favey du 1^{er} avril au 30 novembre 2021, et depuis le 1^{er} décembre 2021, par Mme Myriam Henguely.

Mme Jessica Gombas, secrétaire à 100% de la Présidente Adeline Corpataux, a terminé son activité auprès de notre Tribunal le 31 mai 2021. Elle a été remplacée par Mme Isabelle Vonlanthen dès le 1^{er} juillet 2021.

Mme Inès Garcia, secrétaire à 50% du Président François-Xavier Audergon, à 20% de la Présidente Ariane Guye et à 10% du secrétariat des prud'hommes, a mis fin à son contrat auprès du greffe du Président François-Xavier Audergon pour le 31 mai 2021. Son poste a été repris par Mme Véronique Pasquier dès le 1^{er} juin 2021. Elle a, par la suite, mis fin à ses activités auprès du greffe de la Présidente Guye et du Tribunal des prud'hommes pour le 31 décembre 2021.

Mme Charlotte Bürgy, secrétaire à 40% du Président Jean-Marc Sallin et à 30% secrétaire du Tribunal des prud'hommes, a cessé son activité auprès du Tribunal des prud'hommes et a rejoint le greffe du Président Sallin à hauteur de 70% depuis le 1^{er} août 2021. Mme Rosella Cuennet a été engagée, le 23 août 2021, en tant que secrétaire du Tribunal des prud'hommes à raison de 30%, et, depuis le 1^{er} novembre 2021, son taux d'activité a augmenté à 50%.

Mme Martine Gachet, secrétaire à 50% de la Présidente Rebekka Jutzet et à 10% du Tribunal des prud'hommes, a terminé son activité auprès du secrétariat des prud'hommes le 31 décembre 2021.

Mme Stéphanie Rohrer, huissière à 50%, a été absente pendant quelques mois. Elle a été remplacée par Mme Béatrice Scherwey du 1^{er} février au 30 avril 2021, puis par Mme Fabienne Berset du 7 juin au 6 septembre 2021.

Nos apprenties, Mmes Valentine Chardonnens, Elsa Delabays et Léa Gurtner ont terminé avec succès leur apprentissage au sein de notre Tribunal le 16 août 2021. Elles ont ainsi laissé leurs places à trois nouveaux apprentis : Mmes Celine Egger et Anael Fuambi ainsi que M. Dylan Roulin.

1.1.1.4 Locaux

En matière de taux d'occupation des locaux, le Tribunal a atteint ses limites depuis plus de trois ans plus aucun bureau n'étant libre.

La réfection totale du toit n'ayant pu se faire durant l'année 2020 en raison de la COVID-19, les travaux devaient être partiellement réalisés durant le courant de l'année 2021, mais ceux-ci n'ont toujours pas été entrepris.

1.1.2 Activité juridictionnelle

1.1.2.1 En général (charge de travail globale etc.)

En 2021, les affaires inscrites, tant au rôle du Tribunal civil de l'arrondissement de la Sarine (ci-après : TRSA) qu'à celui des Présidents-es, se sont élevées à 3304.

La charge de travail de chacun-e des Présidents-es demeure ainsi conséquente.

La situation reste tendue et n'offre guère de répit aux Magistrats-es notamment lorsqu'ils-elles sont saisis-ies, de surcroît, de dossiers exceptionnels tant par leur ampleur que par leur complexité, ce qui est le cas de plus en plus souvent, notamment dans les domaines de la construction, bancaire, économique, commercial et successoral. Pour rappel, la justice fribourgeoise ne comprend ni un tribunal commercial, ni un tribunal civil économique.

L'accent doit encore être mis sur le manque de force rédactionnelle dont a souffert le TRSA. Depuis 2019, 50% du poste à 100% de greffier-ière volant-e a dû être sacrifié afin de doter la Présidente Rebekka Jutzet d'un-e greffier-ière. Ce n'est qu'à partir du 1^{er} janvier 2022 que ce pourcentage a pu être récupéré suite à l'allocation de 0.5 EPT supplémentaire. Cela étant et dans l'intervalle, le poste de l'adjoint administratif à 100% a dû être scindé en deux afin de dégager un 50% de greffe volant. Il va sans dire qu'un poste d'adjoint administratif à 50% n'est pas suffisant pour une entité qui administre une soixantaine de collaborateurs. Le report de travail se fait notamment sur la Commission administrative dont les membres qui la composent (2 Présidents-es ; la Greffière-cheffe et l'adjointe administrative lors de questions RH) ne sont nullement déchargés d'une partie de leurs tâches habituelles.

S'agissant des locaux, le TRSA est à l'étroit. Ce d'autant plus que certaines salles sont inutilisables suite aux normes sanitaires de distanciation physique et au fait que d'autres Autorités, notamment la Commission de conciliation en matière de bail pour le district de la Sarine et le Tribunal des mesures de contrainte occupent régulièrement des salles d'audience. Pour rappel, le TRSA est composé de 11 Magistrats-es qui disposent de 6 salles d'audiences dont 2 qui ne répondent quasiment jamais aux normes sanitaires exigées, ce qui laisse 4 salles à disposition de 11 Magistrats. Ce manque de salle entraîne un retard dans les assignations. Ce problème de locaux doit être résolu soit pour le TRSA, soit pour la Commission de conciliation en matière de bail et le Tribunal des mesures de contrainte.

En 2021, on constate une augmentation du nombre de dossiers entrés, tant de la compétence du Tribunal pénal, que de celle du Juge de police. La charge de travail des Présidents du Tribunal pénal de la Sarine a donc été élevée et soutenue, afin de liquider le plus grand nombre d'affaires dans des délais raisonnables. De plus, un des Présidents pénaux, en sa qualité de Président suppléant, a été occupé plusieurs semaines avec une affaire du Tribunal pénal économique. Finalement, de manière générale, la complexité des affaires de la compétence du Juge de police augmente et le traitement de l'expulsion judiciaire accroît la charge de travail.

1.1.2.2 Affaires civiles (président, tribunal, tutelles, prud'hommes, baux, poursuites et faillites)

Les Présidents du Tribunal civil, du Tribunal des baux et du Tribunal des prud'hommes de l'arrondissement de la Sarine se réfèrent aux statistiques remises en annexe. S'agissant de la charge globale tant des affaires inscrites au rôle qu'à celle liquidées, il y a lieu de se référer à ce qui est rapporté ci-devant.

Quant à la juridiction des Prud'hommes, 159 dossiers de la compétence du Président (identique en 2020) et 26 dossiers de la compétence du Tribunal (28 en 2020) ont été liquidés durant l'année 2021. Le nombre des affaires pendantes au 31 décembre 2021 a légèrement augmenté par rapport à 2020 (plus 10 unité). Dans les dossiers liquidés par les Présidents, on dénombre 16 jugements, 37 conciliations, 59 autorisations de procéder délivrées et 47 dossiers liquidés pour d'autres raisons (retrait de la requête, irrecevabilité, décisions d'assistance judiciaire...).

La juridiction des baux a été saisie de 129 nouvelles affaires en 2021 (101 pour le Président et 28 pour le Tribunal). De manière globale, le nombre des affaires pendantes au 31 décembre 2021 a légèrement diminué par rapport à celles pendantes au 31 décembre 2020.

Cela étant, cette juridiction reste chargée, sachant que le rôle de la Présidente Ariane Guye est composé, en sus des causes de bail, de 33% de causes prud'homales et de 33% civiles ordinaires.

A noter encore que la suppléance du Tribunal des baux a été assumée par les Présidentes Alexandra Rossi Carré et Rebekka Jutzet, cette dernière assurant également la Présidence ordinaire pour les affaires en allemand.

1.1.2.3 Affaires pénales (juge de police, tribunal pénal)

En 2021, le Tribunal pénal de la Sarine a reçu 72 nouveaux dossiers à traiter (69 en français ; 3 en allemand). Il en a liquidé 70. Au 1^{er} janvier 2022, il reste 27 dossiers à traiter.

En 2021, les Juges de police de la Sarine ont reçu 463 nouveaux dossiers (434 en français ; 29 en allemand). Ils en ont liquidé 469. Au 1^{er} janvier 2022, il reste 213 dossiers à traiter.

1.1.2.4 Rapport avec les autorités, les avocats et autres intervenants

Le rapport avec les autres autorités est généralement bon, voire très bon.

Il n'y a aucune remarque particulière à formuler à propos des rapports avec les avocats et autres intervenants.

1.1.2.5 Formation

Les Présidentes et Présidents du Tribunal d'arrondissement de la Sarine ont pris part à diverses formations durant le courant de l'année 2021.

Le personnel du Greffe a également pu bénéficier de cours de formation.

1.1.2.6 Divers (propositions de modification législatives, informatiques etc.)

Le Tribunal civil de l'arrondissement de la Sarine propose la modification de la Loi sur la justice (LJ) par l'introduction de deux nouvelles lettres à l'art. 51 LJ, ainsi que l'introduction de trois nouveaux articles dont la teneur serait la suivante :

Art. 22 bis RJ – Emolument forfaitaire de décision – Tribunal des baux (nouveau)

« Lorsque des frais judiciaires peuvent être perçus, l'émolument est fixé conformément à l'article 20 du présent règlement. »

Art. 51 al. 1 let. d et e (nouveau)

« ¹ Un président ou une présidente du tribunal d'arrondissement connaît en première instance en matière civile :

d) sur la radiation du rôle des procédures devenues sans objet ou achevées par un retrait de l'action ;

e) sur les actions manifestement irrecevables. »

Art. 54 al. 3 LJ (nouveau)

« ³ Le président ou la présidente du tribunal des prud'hommes statue comme juge unique :

-
- a) sur la radiation du rôle des procédures devenues sans objet ou achevées par un retrait de l'action ;
 - b) sur les actions manifestement irrecevables. »

Art. 56 al. 3 LJ (nouveau)

« ³ Le président ou la présidente du tribunal des baux statue comme juge unique :

- a) sur la radiation du rôle des procédures devenues sans objet ou achevées par un retrait de l'action ;
- b) sur les actions manifestement irrecevables. »

1.2 Partie statistique

1.2.1 Charge de travail en général

	Affaires inscrites au rôle (du 01.01. au 31.12.)	Affaires liquidées (du 01.01. au 31.12.)	Affaires pendantes au 31.12.
2019	4532	4724	1142
2020	4218	4088	1272
2021	4162	4220	1214

Langue des affaires enregistrées	2019	2020	2021
Français	4408	4126	4046
Allemand	124	92	116

Evolution 2020-2021 (toutes affaires confondues)	Affaires inscrites au rôle (du 01.01. au 31.12.)		Affaires liquidées (du 01.01. au 31.12.)		Affaires pendantes au 31.12.	
	2020	2021	2020	2021	2020	2021
Tribunal civil	211	181	175	199	280	262
Présidents civils	3212	3123	3142	3157	627	577
Tribunal des prud'hommes	30	35	28	26	40	49
Présidents tribunal des prud'hommes	160	159	159	161	49	48
Tribunal des baux	28	28	27	33	26	21
Présidents tribunal des baux	102	101	96	105	21	17
Tribunal pénal	59	72	54	70	27	27
Juge de police	418	463	386	469	222	213
Total	4217	4162	4069	4220	1288	1214

1.2.2 Temps moyen écoulé entre l'enregistrement des causes et le prononcé du jugement

	1-30 jours	1-3 mois	3-6 mois	6-12 mois	1-2 ans	> 2 ans
Juge de répression	42	138	193	124	35	7
Tribunal pénal	9	21	27	7	6	0
Juge de police	33	117	166	117	29	7
Tribunal civil	5	21	24	33	56	25
Droit de la famille	4	18	24	32	54	21
Actions résultant des contrats	1	3	0	1	2	4
Président tribunal civil	195	872	184	69	19	5
Divorce sur requête commune avec accord complet	11	90	49	11	2	0
Mesures protectrices de l'union conjugale et leur modification	14	46	46	18	6	1
Affaires pécuniaires (art. 51 al. 1 let. A LJ)	15	18	28	30	10	4
Mainlevée	155	718	61	10	1	0
Juridiction des prud'hommes	37	76	39	14	16	3
Président	35	74	34	7	8	1
Tribunal	2	2	5	7	8	2
Juridiction des baux	30	66	20	13	3	6
Président	30	63	8	4	0	0
Tribunal	0	3	12	9	3	6

1.2.3 Affaires civiles

1.2.3.1 Tribunal d'arrondissement

	Affaires inscrites au rôle (du 01.01. au 31.12.)	Affaires liquidées (du 01.01. au 31.12.)	Affaires en cours au 31.12.	dont inscrites au rôle jusqu'au 31.12. de l'avant-dernière année
2018	187	209	230	51
2019	217	202	245	46
2020	211	177	280	48
2021	181	199	261	58

Langue des affaires enregistrées	2018	2019	2020	2021
Français	184	210	205	179
Allemand	3	7	6	2

Objets des jugements rendus	2020	2021
A. Code civil	139	163
1. Droit des personnes	0	0
2. Droit de la famille	135	153
a) divorce	94	116
b) modification de jugements de divorce	36	31
c) séparation de corps	1	0
d) divers	4	6
3. Droit des successions	1	5
4. Droits réels	3	5
B. Code des obligations	16	22
1. Actions résultant des contrats	9	11
2. Actions résultant d'actes illicites	1	2
3. Droit des sociétés	1	1
4. Autres	5	8
C. Autres lois fédérales ou cantonales	20	14
Total	175	199

1.2.3.2 Présidents de tribunal

	Affaires inscrites au rôle (du 01.01. au 31.12.)	Affaires liquidées (du 01.01. au 31.12.)	Affaires en cours au 31.12.	dont inscrites au rôle jusqu'au 31.12. de l'avant- dernière année
2018	3753	3758	695	27
2019	3532	3668	557	25
2020	3210	3156	611	19
2021	3123	3149	585	27

Langue des affaires enregistrées	2018	2019	2020	2021
Français	3669	3440	3154	3050
Allemand	84	92	56	73

Objets des jugements et ordonnances rendus	2020	2021
1. Divorce sur requête commune avec accord complet	140	164
2. Séparation de corps sur requête commune avec accord complet	3	2
3. Mesures protectrices de l'union conjugale et leur modification (art. 172 CC)	162	131
4. Affaires pécuniaires (art. 51 al. 1 let. a LJ)	58	96
5. Mesures provisionnelles et leur modification	267	271
6. Inscription provisoire des hypothèques légales entrepreneurs et artisans	30	19
7. Décisions rendues en matière d'assistance judiciaire	591	505
8. Décisions rendues en vertu de la LELP	1480	1562
a) Mainlevée	891	945
b) Annulation et suspension de la poursuite (art. 85 LP)	3	0

Objets des jugements et ordonnances rendus	2020	2021
c) Action en constatation négative (art. 85a LP)	5	7
d) Ouverture de la faillite	298	318
e) Suspension de la faillite faute d'actif	113	118
f) Décision relative au retour à meilleure fortune (art. 265a al. 1 et 3 LP)	61	51
g) Action en constatation du retour ou non-retour à meilleure fortune (art. 265a al. 4 LP)	0	3
h) Clôture de la faillite	75	82
i) Séquestre	20	18
j) Procédures concordataires	0	5
k) Divers	14	15
9. Annulation de titres	19	22
10. Commissions rogatoires	6	2
11. Exécution des jugements (art. 339 CPC)	6	16
12. Procédures de conciliation (art. 197ss CPC)	231	260
a) Transaction	45	53
b) Autorisation de procéder	96	105
c) Proposition de jugement acceptée	4	4
d) Jugement	29	26
e) Autres	57	72
13. Divers	149	99
Total	3142	3149

Taux de conciliation et de liquidation globale des procédures selon les art. 197 ss CPC*	2018	2019	2020	2021
Procédures de conciliation (art. 197ss CPC)	295	224	231	260
1. Taux de réussite de conciliation	25.76%	20.09%	21.21%	21.91%
a) Transaction	24.75%	18.30%	19.48%	20.38%
b) Proposition de jugement acceptée	1.02%	1.79%	1.73%	1.53%
2. Autres modes de liquidations				
a) Jugement	17.97%	14.29%	12.55%	10%
b) Autres	22.37%	21.88%	24.68%	27.69%
c) Autorisation de procéder	33.90%	43.75%	41.56%	40.38%
3. Taux de liquidation global	40.34%	36.16%	37.23%	28.69%

* cf. Meier, Isaak; Scheiwiler, Sarah (2014). Erfolg des Schlichtungs- und Urteilsvorschlagsverfahrens nach neuer ZPO. Zeitschrift für Schweizerisches Recht (ZSR), 133:155-ff.

1.2.4 Juridiction des prud'hommes

1.2.4.1 Présidents des tribunaux des prud'hommes

	Affaires pendantes au 01.01.	Nouvelles affaires inscrites au rôle	Jugements rendus	Affaires liquidées par conciliation/ transaction	Autres affaires liquidées	Affaires pendantes au 31.12.
2018	74	171	26	48	125	46
2019	46	157	12	47	92	52
2020	48	160	16	44	99	49
2021	50	159	16	37	106	50

Langue des affaires enregistrées	2018	2019	2020	2021
Français	169	154	156	153
Allemand	2	3	4	6

1.2.4.2 Tribunaux des prud'hommes

	Affaires pendantes au 01.01.	Nouvelles affaires inscrites au rôle	Jugements rendus	Affaires liquidées par conciliation transaction	Autres affaires liquidées	Affaires pendantes au 31.12.
2018	44	35	9	9	11	50
2019	50	21	18	7	8	38
2020	38	30	17	9	2	40
2021	40	35	12	7	7	49

Langue des affaires enregistrées	2018	2019	2020	2021
Français	35	21	29	34
Allemand	0	0	1	1

1.2.5 Juridiction des baux

1.2.5.1 Présidents du tribunal des baux

	Affaires pendantes au 01.01.	Nouvelles affaires inscrites au rôle	Jugements rendus	Affaires pendantes au 31.12.
2018	36	172	177	31
2019	31	133	149	15
2020	15	102	96	21
2021	21	101	105	17

Langue des affaires enregistrées	2018	2019	2020	2021
Français	172	133	102	100
Allemand	0	0	0	1

1.2.5.2 Tribunal des baux

	Affaires pendantes au 01.01.	Nouvelles affaires inscrites au rôle	Jugements rendus	Affaires pendantes au 31.12.
2018	33	44	40	37
2019	37	20	32	25
2020	25	28	27	26
2021	26	28	33	21

Langue des affaires enregistrées	2018	2019	2020	2021
Français	44	19	28	27
Allemand	0	1	0	1

1.2.6 Assistance judiciaire

1.2.6.1 En matière civile

Assistance judiciaire comprenant la dispense des frais judiciaires et des sûretés ainsi que la désignation d'un défenseur d'office

	Octroi non subordonné au paiement d'une contribution mensuelle	Octroi subordonné à un tel paiement	Refusée	Retirée	Total
2018	466	5	31	77	579
2019	433	0	28	104	565
2020	447	6	25	87	565
2021	358	1	22	84	465

Assistance judiciaire comprenant la dispense des frais judiciaires et des sûretés

	Octroi non subordonné au paiement d'une contribution mensuelle	Octroi subordonné à un tel paiement	Refusée	Retirée	Total
2018	95	1	6	0	102
2019	54	0	13	0	67
2020	44	0	4	0	48
2021	53	0	7	0	60

1.2.7 Affaires pénales

1.2.7.1 Tribunaux pénaux d'arrondissement

Nombre de personnes jugées

	2018	2019	2020	2021
	68	66	55	75

	Personnes condamnées à des peines privatives de liberté	Personnes condamnées à des peines pécuniaires	Peines assorties du sursis	Peines assorties du sursis partiel	Amendes	Demandes d'indemnité par des personnes acquittées
2018	46	9	11	18	30	3
2019	50	4	11	17	26	2
2020	40	10	16	15	29	2
2021	52	7	15	20	40	0

	Personnes jugées	Nationalité		Sexe		Etat civil		Langue de la procédure	
		Suisses	Autres	Hommes	Femmes	Mariés	Autres	Français	Allemand
2018	68	34	34	61	7	13	55	67	1
2019	66	26	40	63	3	10	56	63	3
2020	55	18	37	53	2	10	45	49	6
2021	75	37	38	67	8	15	60	72	3

Nombre d'infractions	2020	2021
1. Infractions contre la vie et l'intégrité corporelle (art. 111-136 CP)	7	14
a) Meurtre	0	1
a) Assassinat	1	0

Nombre d'infractions	2020	2021
b) Meurtre passionnel	0	0
c) Homicides par négligence	0	0
d) Homicides par négligence à la suite de la violation d'une disposition de la	0	0
e) Lésions corporelles	5	5
f) Lésions corporelles à la suite de la violation d'une disposition de la LCR	0	1
g) Rixe/Agression	0	0
h) Divers	1	8
2. Infractions contre le patrimoine (art. 137-172ter CP)	32	26
a) Abus de confiance	0	2
b) Vol	13	6
c) Brigandage	3	0
d) Dommages à la propriété	6	8
e) Escroquerie	5	5
f) Utilisation frauduleuse d'un ordinateur	0	0
g) Abus de cartes-chèques et de cartes de crédit	0	1
h) Extorsion et chantage	1	0
i) Gestion déloyale	0	0
j) Recel	2	1
k) Crimes ou délits dans la faillite et la poursuite pour dettes	1	1
l) Divers	1	2
3. Infractions contre l'honneur, le domaine secret ou le domaine privé (art. 173-179novies CP)	3	4
4. Crimes ou délits contre la liberté (art. 180-186 CP)	11	10
a) Menaces	3	5
b) Contrainte	3	1
c) Violation de domicile	4	4
d) Divers	1	0
5. Infractions contre l'intégrité sexuelle (art. 187-200 CP)	4	9
a) Mise en danger du développement de mineurs	1	1
b) Atteinte à la liberté et à l'honneur sexuels	3	7
c) Divers	0	1
6. Délits contre la famille (art. 213 - 220 CP)	1	1
a) Violation d'une obligation d'entretien	0	0
b) Divers	1	1
7. Crimes ou délits créant un danger collectif (art. 221-230 CP)	2	1
a) Incendie intentionnel	2	1
b) Incendie par négligence	0	0
c) Divers	0	0
8. Crimes ou délits contre les communications publiques (art. 237-239 CP)	0	0
9. Fausse monnaie, falsification des timbres officiels de valeur, des marques officielles, des poids et mesures (art. 240-250 CP)	0	0
10. Faux dans les titres (art. 251-257 CP)	2	1

Nombre d'infractions	2020	2021
11. Crimes ou délits contre la paix publique (art. 258-263 CP)	1	0
12. Crimes et délits contre l'Etat et la défense nationale (art. 265-278 CP)	0	0
13. Crimes ou délits contre l'administration de la justice (art. 303-311 CP)	1	3
a) Induction de la justice en erreur	0	0
b) Blanchissage d'argent	1	3
c) Fausse déclaration d'une partie en justice	0	0
d) Divers	0	0
14. Infractions contre les devoirs de fonction et les devoirs professionnels (art. 312-322 CP)	0	0
15. Corruption (art. 322ter-322octies CP)	0	0
16. Contravention à des dispositions du droit fédéral (art. 323-332 CP)	0	0
17. Infractions à la LCR	11	34
a) Art. 90 ch. 1	1	2
b) Art. 90 ch. 2 (faute grave)	1	1
c) Art. 91 (conducteurs pris de boisson)	1	5
d) Art. 94 (vol d'usage)	1	1
e) Art. 95 (circulation sans permis)	1	9
f) Divers	6	16
18. Infractions à la LStup	61	98
19. Infractions à la LALEtr	0	0
20. Infractions à la LArm	5	5
21. Infractions à d'autres lois fédérales ou cantonales	34	46
Total	175	253

1.2.7.2 Juge de police

Nombre de personnes renvoyées				
	2018	2019	2020	2021
	331	425	382	474

	Personnes condamnées à des peines privatives de liberté	Personnes condamnées à des peines pécuniaires	Peines assorties du sursis	Amendes	Demandes d'indemnité par des personnes acquittées
2018	46	67	80	94	7
2019	54	76	87	106	27
2020	48	57	70	97	26
2021	57	96	101	148	22

	Personnes renvoyées	Condamnées	Acquittées	Retrait de plainte ou d'opposition
2018	331	169	27	94
2019	425	195	60	115
2020	382	157	72	103
2021	474	234	57	117

Langue des affaires	2018	2019	2020	2021
Français	305	405	363	445
Allemand	26	20	19	29

Nombre d'infractions	2020	2021
1. Infractions au CP	111	157
a) Atteinte à l'intégrité corporelle	21	24
b) Infractions contre le patrimoine	11	21
c) Atteinte à l'honneur	13	22
d) Infractions contre l'intégrité sexuelle	6	19
e) Insoumission à une décision de l'autorité	8	13
f) Contravention à des dispositions du droit fédéral	1	0
g) Divers	51	58
2. Infractions à la LACP	20	31
a) Art. 8 LACP	0	0
b) Divers	20	31
3. Infractions	226	328
a) à la loi sur la pêche	0	0
b) à la loi sur la chasse	0	0
c) au code forestier	0	5
d) à la loi sur les denrées alimentaires	0	0
e) à la loi sur la police des étrangers	0	0
f) à la loi sur les étrangers	28	43
g) à la loi sur la protection civile	0	0
h) à la loi sur la protection des animaux	1	2
i) à la loi sur la protection des eaux	0	0
j) à la loi sur les transports publics	17	17
k) à la loi sur les établissements publics et la danse	2	0
l) à la loi sur le chômage	0	0
m) à la loi sur la navigation intérieure	0	0
n) à la loi sur la circulation routière	55	84
o) à la loi sur les stupéfiants	56	46
p) Infractions à la LArm	4	9
q) Divers	63	122
Total	357	516

1.2.7.3 Récapitulation

1.2.7.3.1 Nombre de personnes jugées

	Tribunal pénal d'arrondissement	Juge de police	Total
2018	68	331	399
2019	66	425	491
2020	55	382	437
2021	75	474	549

Nature du jugement	Tribunal pénal	Juge de police	Total
Personnes acquittées	1	57	58
Demandes d'indemnité par des personnes acquittées	0	22	23
Personnes condamnées à des peines privatives de liberté	52	57	109
Personnes condamnées à des TIG	0	0	0
Personnes condamnées à des peines pécuniaires à l'amende	7 40	96 148	103 188
assorties du sursis	15	101	116
assorties du sursis partiel	20	0	20
Retrait de plainte ou d'opposition	0	117	117
Total	135	598	733

1.2.7.3.2 Jugements concernant la révocation ou la prolongation du sursis

	Tribunal pénal d'arrondissement	Juge de police	Total
2018	33	60	93
2019	21	46	67
2020	19	30	49
2021	29	56	85

1.2.7.3.3 Détention préventive

	Nombre de prévenus en détention préventive au moment du jugement	Nombre de jours de détention depuis le renvoi
2018	20	14414
2019	23	12929
2020	10	6936
2021	23	10654